

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018**

**26 ET 27 JUILLET 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**HARMONISATION DES REGLES DE GESTION DU  
PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA CREATION DE LA  
COLLECTIVITE DE CORSE : L'ACTION SOCIALE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Finances et de la Fiscalité

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Le présent rapport a pour objet de présenter à l'Assemblée de Corse le dispositif d'action sociale en faveur des personnels de la Collectivité, qui constitue un axe majeur de la politique de gestion des ressources humaines. Il est l'expression d'une ambition nouvelle en la matière, indissociable de la construction de la nouvelle Collectivité de Corse, et fondée sur une triple dimension sociale, humaine et économique.

Cette politique a pour objectif de décliner de façon opérationnelle les principes de solidarité et d'équité entre tous les personnels de la Collectivité de Corse.

Elle vise à soutenir de la façon la plus large et la plus efficace les agents dans leur vie professionnelle et personnelle, d'une part en les aidant à faire face aux aléas de la vie, d'autre part en participant à leur développement personnel par l'accès à certaines activités de loisirs.

Les lois du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale sont venues modifier le cadre réglementaire de l'action sociale en l'érigeant au rang des dépenses obligatoires.

Dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016, l'harmonisation des conditions d'emploi, pour les collectivités regroupées, doit être déterminée par des délibérations relatives à ces dispositifs et à leurs modalités de mise en œuvre à l'échéance du 1er juillet 2018, avec une date d'application à l'ensemble des personnels au plus tard au 1er juillet 2019.

La démarche a été menée dans le cadre d'un groupe de travail associant les représentants des personnels, dans la perspective de l'adoption de nouvelles conditions d'emploi relatives à l'action sociale en faveur des agents. Ce nouveau dispositif est donc basé sur un principe d'harmonisation des mesures antérieures qui présentaient des disparités entre collectivités.

Sans attendre juillet 2019, j'ai souhaité que notre Collectivité s'engage dès à présent dans la conception et la mise en application d'un tel dispositif, afin de faciliter, chez tous les agents, l'émergence d'une culture commune ainsi que pour renforcer le sentiment d'appartenance à la Collectivité de Corse. Ainsi, la mise en œuvre de ce dispositif est prévue pour intervenir dès septembre 2018.

Les agents pourront ainsi bénéficier de prestations identiques, dans le cadre d'un régime unifié à l'échelle de la Collectivité de Corse et donc de tout le territoire insulaire, ceci en fonction de leur situation familiale.

A ce titre, il faut souligner l'importance de l'adoption du système du quotient familial qui permet une redistribution équitable des prestations, en cohérence avec la situation globale de la famille, ses revenus de toutes sortes, sa structure, la répartition des charges du foyer.

De plus, je vous précise que le périmètre de notre action a été établi sur la base des dispositions préexistantes les plus favorables de ces collectivités :

- Ainsi, par exemple, les agents de l'ex Conseil Départemental de la Haute-Corse seront désormais bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire. De la même manière, les frais de garderie maternelle et primaire qui n'étaient versés qu'aux agents de l'ex Collectivité Territoriale de Corse ont été étendus à l'ensemble des agents de la Collectivité de Corse.

- Par ailleurs, la valeur faciale des titres restaurants sera portée à 9€ pour tous les agents ; les primes proposées dans le cadre des aides à la famille ont été ajustées sur les montants les plus élevés comme la prime de mariage, de naissance, de retraite ou les allocations pour frais d'obsèques ; parallèlement, tous les taux ont été mis à jour.

Cette action volontariste, qui induit nécessairement une charge nouvelle, a été prévue au budget primitif : la démarche fondée sur une première simulation établie sur la base d'un modèle théorique, induit un surcoût global de 800 000 € par rapport à l'année 2017. Ce dispositif, qui est transitoire, fera l'objet d'une réévaluation de ses effets, de sa pertinence et de son efficacité dès le prochain budget.

Je tiens également à rappeler la volonté d'apporter un soutien au développement du Comité des Œuvres Sociales de la Collectivité de Corse (COSCDC) par conventionnement, pour qu'il puisse proposer dans le cadre de ses missions des prestations dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport, propre à favoriser le lien social et à améliorer les conditions de vie des agents. Cet aspect de l'action de la Collectivité en faveur de ses agents fait l'objet d'un second rapport soumis à votre Assemblée.

Les orientations du dispositif d'action sociale seront donc mises en œuvre dès l'année 2018 dans le cadre d'une augmentation globale de son budget de 6 184 000 € (chiffre consolidé des trois collectivités en 2017) à près de 7 M€ et sont fondées sur les objectifs suivants :

- ✓ affirmer et renforcer les principes d'équité, en rendant l'action sociale accessible à tous les agents sur le territoire, et de solidarité, en favorisant les revenus les plus modestes (situation financière, situation familiale,..) ;
- ✓ favoriser le lien social ;
- ✓ améliorer les conditions de vie des agents et leur donner les moyens de faire face aux aléas de la vie.

Cette politique sera mise en œuvre par l'intermédiaire de deux modes d'intervention :

1. des prestations de loisirs dont la gestion sera assurée par le Comité des Œuvres Sociales : dans le cadre de l'externalisation des activités à caractère culturel, sportif et de loisirs en faveur de ses agents, la Collectivité de Corse confiera par convention, à l'association du COSCDC, l'organisation, la gestion et l'animation de ces activités. Les prestations seront servies aux adhérents en activité et retraités selon les principes énoncés plus haut d'équité, de solidarité et de développement du lien social ;

2. des prestations d'action sociale gérées directement par la Collectivité de Corse et mises en œuvre par les services de la Direction des Ressources Humaines, telles que décrites au présent rapport et en annexe, à destination de l'ensemble des agents de la Collectivité.

Plusieurs types de prestations, individuelles ou collectives, dont certaines sont assujetties à conditions de revenus composent ce dispositif.

Il convient enfin de préciser que les travaux ont été réalisés au travers de la modélisation d'une hypothèse théorique établie sur la base des données constituées par le cabinet KPMG à partir de simulations du revenu fiscal des foyers.

Les évaluations théoriques ainsi arrêtées seront confrontées à la réalité des données dans le cadre de la mise en œuvre des différents dispositifs, ce qui permettra une rediscussion de la pertinence des critères proposés dans le cadre du présent rapport, ainsi qu'acté en Comité technique.

De même, il a été souligné que l'effort important décidé au titre de l'action sociale reflète la vision sociale sur laquelle repose notre conception de la Collectivité de Corse et de ses rapports internes, en même temps qu'elle s'inscrit pleinement dans la dialectique des droits et des devoirs qui s'imposent à toutes celles et tous ceux qui travaillent au sein de la dite Collectivité: s'il importe que les droits soient pleinement reconnus et garantis, il est tout aussi indispensable et indissociable de ce premier volet que chacun s'attache à respecter pleinement ses devoirs.

Enfin, il importe de rappeler que les crédits correspondants à la mise en œuvre du présent dispositif sont inscrits au budget de la collectivité (programme N6161) et d'indiquer, pour une information complète de votre Assemblée, que ce rapport a reçu un avis favorable de la majorité des membres du Comité Technique, le 11 juillet dernier.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.